

MAGAZINE HEBDOMADAIRE D'INFORMATION COMMUNISTE



Justice

Pour la Responsabilité et le Développement véritable.

Jeudi 29 Avril 2010 - 90^e Année - N° 17 - Martinique : 1,80 € - France : 2,20 € - DOM : 1,90 €

1^{er} Mai 2010



Contre la réforme des retraites et l'aggravation des inégalités

JUSTICE :

90 ans et toujours à l'oeuvre !

RETRAITES :

les fonctionnaires dans
la ligne de mire de Sarkozy

PLAN DE RELANCE :



Claude Pompière,
un autonomiste qui s'ignore

Sommaire

Sa ka Pasép. 2

Editop. 3
- 1er Mai : Mobilisons-nous

Luttes Socialesp. 4/6
- CHU de Fort-de-France
- ADAPEI : Angoisse et attente
- Ecomax
- Réformes des retraites
- Discrimination

Politiquep. 7
- Elections cantonales partielles
- Homage à Marc Pulvar

Economiep. 7/8
- Vie chère
- Gaz naturel

Sociétép. 8
- Cambriolages

Politiquesp. 9/12
- Daniele Marie-Sainte
- Philippe Petit
- Plan de relance
- Justice fête ses 90 ans
- 5 000 emplois promis

Francep. 13/14
- Retraite à 70 ans
- Loi contre le voile intégral
- Affaire Pasqua

Dans le Mondep. 15/16
- B.R.I.C
- D'une tragédie à l'autre

Annonces Légalesp. 16/19

"JUSTICE"

Administration & Rédaction :
Tél. : 05 96 71 86 83
Fax : 05 96 63 13 20
ed.justice@wanadoo.fr



Fondateur : Jules MONNEROT
(8 Mai 1920)
Angle rues A. Aliket & E. Zola
Fort-de-France - Tél. : 05 96 71 86 83
Commission Paritaire n° 0111 | 87526
26 Janvier 2006
Directeur de la Publication :
Fernand PAPAYA
Maquette : Guennaël GUIOUBLY
Impression :
Nouvelle Imprimerie Martiniquaise
37, Rue E. Zola - 97200 Fort-de-France
Tél. : 0596 73 14 54

UNIVERSITÉ DES MAIRES

La 3ème édition des "Universités des Maires de la Martinique" organisée par l'Association des Maires de la Martinique, présidée par Raymond Occolier, Maire du Vauclin, aura lieu les 3 et 4 Mai 2010, à l'Hôtel Carayou aux Trois-Ilets. Les thèmes retenus cette année par l'organisateur portent sur : la réforme de la Taxe professionnelle ; les finances communales ; la responsabilité pénale et civile des élus locaux ; les partenariats public-privé (PPP) et l'accessibilité de l'espace public (voirie et ERP). A noter la participation aux travaux du Président de l'association des Maires de France, Jacques Pelissard.

Ecoles de la Dominique et de la Grenade : LA JUSTICE ENQUÊTE

Durant la campagne électorale de janvier dernier, plusieurs missives sont apparues sur le net et dans le Canard Enchaîné, concernant une prétendue prise illégale d'intérêts dans la construction d'une école à la Dominique, et d'une autre à Grenade. Ces infrastructures ont été financées par la Région Martinique à hauteur de 1.5 million d'euros et 570 000 euros respectivement. Ces articles mettaient en cause l'architecte qui a réalisé ces écoles, à savoir Mark Frampton, compagnon de la fille d'Alfred Marie-Jeanne, Maguy. L'ex-président de Région, Alfred Marie-Jeanne, sa fille Maguy ainsi que l'architecte ont porté plainte pour diffamation, assurant que toutes les règles de la procédure avaient été respectées. C'est désormais à la Justice de dire ce qu'il en est véritablement, puisqu'une enquête a été diligentée par le parquet de Fort-de-France, le lundi 19 avril. S'agit-il d'une véritable affaire de prise illégale d'intérêt au profit des acteurs de ces dossiers ou a-t-on voulu nuire au président de Région durant une campagne électorale ?

LA SOUS-PRÉFÈTE DÉLÉGUÉE À LA COHÉSION SOCIALE ET À LA JEUNESSE NOMMÉE

Lors du premier Conseil interministériel de l'outre-mer réuni le 6 novembre dernier, Nicolas Sarkozy avait annoncé la nomination de sous-préfets délégués. Leur mission est de coordonner les actions des acteurs intervenant dans le secteur de la jeunesse et de l'insertion. Pour la Martinique, c'est Mme Sandrine Michalon Faure qui assumera cette fonction. Sa nomination a été publiée au JO du 22 avril 2010. Elle est originaire de la commune du Marigot, a vécu la majeure partie de son enfance en Martinique. Fille de militaire, elle a été amenée à suivre ses parents en France puis en Afrique. Militaire de carrière, elle a été en poste à Mayotte, et avant sa nomination, affectée sur la base de Versailles-Satory. Sandrine Michalon-Faure est mariée et mère de trois enfants.

21ÈME ÉDITION DE LA SEMAINE DE LA PRESSE ET DES MÉDIAS DANS L'ÉCOLE

137 établissements scolaires sont inscrits à la Semaine de la Presse qui se déroulera jusqu'au 30 avril 2010. Cette année, la semaine est consacrée à la réflexion des élèves sur l'actualité du monde et sur le rôle des médias dans la société autour de deux questions : "Comment va le monde ?" et "Qui fait l'info ?". Le Recteur de l'Académie Martinique André SIGANOS a pu assister au journal en direct réalisé par les élèves des Clubs Presse des Lycées Acajou 1 et Bellefontaine, à l'occasion de l'ouverture de la semaine de la presse au Lycée Général et Technique Acajou 1. Divers travaux et supports seront présentés par des enseignants et des lycéens. Une occasion pour les élèves d'échanger et de s'interroger sur le rôle des médias dans leur environnement proche, et particulièrement sur l'actualité du monde. Au programme figure également une rencontre d'élèves avec les professionnels des médias pour évoquer des thématiques diverses : le métier de journaliste, le circuit et plus particulièrement le traitement de l'information, le rôle de l'image dans l'information.

CONFÉRENCE-DÉBAT DU CLUB PRESSE MARTINIQUE

Dans le cadre de ces rencontres-débats, le Club Presse Martinique vous invite à la conférence débat "La Presse Martiniquaise est-elle libre ?" animée par Pascal Lavenaire de RCI, Jean-Claude Samy de RFO, Franck Sainte-Rose Rosemont du site web "Politiques publiques" et l'universitaire Olivier Pulvar: le mardi 4 mai à 18h30 à l'auditorium de la Chambre de Commerce, Rue Ernest Desproges, Fort-de-France.

1^{ER} MAI 2010: UN JOUR QUI APPELLE UNE MOBILISATION POPULAIRE PARTICULIÈREMENT FORTE

Ce 1er mai 2010 s'inscrit dans un contexte particulièrement tendu, avec la crise sociale qui continue de sévir et les menaces qui se précisent sur les retraites du secteur privé et de la fonction publique. En France comme ici, les pauvres sont de plus en plus pauvres et les riches de plus en plus riches. Loin de reculer, le chômage progresse, augmentant la précarité et le désespoir. Les jeunes apparaissent comme les principales victimes du capitalisme en crise structurelle, qui les prive d'emplois et leur ferme les portes de l'avenir, même quand ils ont la "chance" de décrocher un diplôme. Les plus âgés, de plus en plus nombreux du fait de l'allongement de la durée de l'espérance de vie qui a résulté des progrès de la médecine et des lois sociales votées au lendemain de la seconde guerre mondiale, ont de plus en plus de mal à vivre dans des conditions décentes, quand ils ne se retrouvent pas carrément dans la misère ou condamnés à survivre avec une maigre pension.

Nicolas Sarkozy, pour gagner les élections présidentielles, avait lancé, entre autres slogans, celui qui disait : "travailler plus pour gagner plus". Slogan éminemment démagogique dans un pays et une situation où des centaines de milliers de gens ne demandent qu'à travailler mais ne trouvent pas d'emplois, parce que des patrons délocalisent à outrance dans des pays à bas salaires ou sont victimes de la concurrence d'autres chefs d'entreprise français ou de la rapacité des banquiers.

Les mesures annoncées pour "sauver" le système français de retraites prévoient notamment l'allongement de la durée des cotisations et le recul de l'âge légal de départ à la retraite. Le gouvernement les justifie en affirmant qu'en 1990 il y avait dans le pays 9,5 millions de retraités et qu'il y en aura 21 millions en 2030, c'est-à-dire bientôt, et en prenant l'exemple d'autres pays occidentaux où les salariés du public et du privé prennent leur retraite beaucoup plus tard, travaillant jusqu'à 68 ans, voire 70 ans. En fait, les Français sont invités à accepter de rester au travail jusqu'à épuisement de leurs forces physiques et mentales, sans pouvoir jouir véritablement de leur retraite, car il est évident que l'allongement de la durée du temps de travail aura pour conséquence l'augmentation du nombre de décès, et corrélativement, la diminution du nombre de vieux. Cela est mathématique.

Nous sommes certes dans un monde globalisé où le pouvoir échappe de plus en plus aux gouvernements nationaux, qui se voient obligés de se soumettre aux puissances d'argent, pour lesquelles désormais il n'y a plus de frontières et seul compte le profit rapide basé sur la spéculation. Mais les travailleurs ne sauraient se résigner à une telle situation, qui n'est pas le fruit d'une quelconque fatalité. Ils doivent assumer la lutte des classes que leur impose la bourgeoisie, aussi bien à l'échelle de leurs pays respectifs qu'à celle de la planète entière. Plus que jamais l'Internationale des travailleurs est une nécessité, car la bourgeoisie, malgré ses conflits d'intérêt, ses contradictions

internes, constitue une "internationale" à la puissance redoutable. La question des retraites soulève un problème de civilisation et appelle à une autre répartition des richesses.

On ne peut évoquer le 1er mai 2010 en Martinique sans faire un retour en arrière sur la crise sociale de février-mars 2009 dont certains ont craint qu'elle ne débouche sur une véritable



révolte populaire difficile à contenir. Cette crise a mis en évidence une misère et une souffrance insoupçonnées et fourni l'occasion de dénoncer des "profiteurs" de divers horizons. Elle a permis d'arracher un certain nombre d'avantages, bien que son impact sur une économie déjà malade et rendue encore plus fragile par la crise du capitalisme mondial ait été plutôt négatif sans être la cause de la crise qui frappe le pays. Au Parti Communiste Martiniquais, nous avons décelé dans cette mobilisation populaire sans précédent une aspiration à une plus grande responsabilité politique du peuple martiniquais et une mise en cause de la responsabilité de l'Etat français dans la situation extrêmement dégradée dans laquelle vit notre pays. Nous y avons vu la preuve de l'épuisement du système néo-colonial départemental. Il ne nous a pas échappé, d'autre part, que la lutte syndicale n'a pas gagné à avoir été séparée de la lutte politique, que les attaques réitérées de certains dirigeants syndicaux contre les "élus" avaient un caractère réactionnaire.

La consultation du 10 janvier 2010 a révélé la profondeur d'un mal qui ronge le peuple martiniquais depuis des siècles: la peur. Une peur que la coalition PPM/UMP et FSM, appuyée par la bourgeoisie, a utilisée à outrance, de manière brutale ou subtile, pour faire échec à l'autonomie dans le cadre de l'article 74 de la Constitution française. Malgré ce revers, qu'est venu compenser quelque peu la victoire du "oui" à la collectivité unique dans le cadre de l'article 73 (assimilation législative) le 24 janvier, l'aspiration à la Responsabilité martiniquaise demeure. Les problèmes économiques et sociaux auxquels est confronté notre pays, et que les syndicats doivent dénoncer sans relâche, ne seront pas résolus sans une large responsabilité politique des élus martiniquais, sans de nouvelles compétences.

C'est dire que le 1er mai, l'union des organisations syndicales et politiques anticolonialistes et anticapitalistes, est une nécessité absolue. Le peuple se sentira plus fort s'il sent qu'elle existe.

M. Belrose